Logo CFDT

VENTE DE SFR : la CFDT demande des garanties sur l'emploi à Bercy

???? ?’??? ???????? ???? ?? ??????? ?? ?? ???????? ???? ?? ????????, ??? ???????????? ?? ???? ???????? ?????????????? ?? ???? ??? ?????? ?????????? ?????????? ? ???? ???? ?? ??? ?????????????? ??? ??? ??????? ?? ??????, ???????? ??????? ?? ????

Source : l’informé 10/02/2026

Alors que la vente de SFR à ses concurrents - Orange, Bouygues Telecom et Free - se profile, la pression sociale monte. Selon nos informations, une délégation de quatre membres de la fédération communication de la CFDT (Olivier Lelong, Eric Mignon, Christophe Visse et Gilles Bruchier), seul syndicat représentatif chez les quatre opérateurs télécoms, s’est rendue à Bercy pour réclamer des garanties. Elle a rencontré, le 19 décembre, Marie Jousset, conseillère télécoms, électronique et infrastructures numériques de la ministre déléguée chargée du numérique et de l’IA, Anne Le Hénanff. « Nous avons voulu aborder la casse sociale, un sujet peu évoqué dans le cadre de cette vente à la découpe qui ne fera que des gagnants, sauf du côté des salariés » , indique à l’Informé Christophe Visse, élu chez Orange.

En jeu ? L’avenir des 12 000 personnes travaillant pour SFR soit directement (autour de 8 000) ou indirectement (4 000). De nombreuses fonctions sont déjà assurées par les équipes des acquéreurs, qui auront tout intérêt financièrement à supprimer les doublons. En outre, Orange avec l’accélération des départs à la retraite, ou encore Bouygues Telecom avec la délocalisation de certains postes (à Rabat et Porto) ont réduit - ou sont en train de réduire - leurs effectifs. Ils ont aussi diminué le nombre de leurs boutiques, tandis que Free a réorganisé ses centres d’appels, suscitant un mouvement de grève en juillet. Il est donc peu probable qu’ils veuillent conserver une grande part des équipes dont ils vont hériter lors de la cession. « Il y a, en outre, 4 000 salariés chez Altice Technical Services (ERT, EOS Telecom, Rhôn’Telecom, Icart…) dont le principal client est SFR, client qu’ils vont donc perdre, précise Olivier Lelong, élu chez l’opérateur au carré rouge. Si vous les ajoutez aux 2 000 employés dans les boutiques et à tous les autres postes potentiellement en doublon, les départs vont être massifs. »

Selon le calcul de la CFDT, entre 3 000 et 7 000 postes vont disparaître sur les trois prochaines années chez Altice France (propriétaire de SFR notamment). Le syndicat a donc fait deux demandes à Bercy lors de son rendez-vous. D’une part, il souhaite que les négociations sur le volet social commencent dès maintenant sans attendre le bouclage de l’opération qui pourrait prendre plus d’un an. « Et d’autre part, nous demandons que les mêmes conditions d’accompagnement s’appliquent à tous les salariés, qu’ils rejoignent Orange, Bouygues Telecom ou Free », ajoute Christophe Visse.

Pour l’instant, la CFDT reste sur sa faim. « Depuis notre rencontre, nous n’avons pas eu de retour de la part de la ministre, ajoute-t-il. Or, l’État est partie prenante de cette opération déjà en tant que premier actionnaire d’Orange mais aussi au travers des licences mobiles ou encore de l’aménagement du territoire. » Le syndicat ne compte pas en rester là et étudie déjà d’autres actions.

Reste à savoir si le gouvernement a répercuté ou non ces demandes aux négociateurs. « Nous n’avons pas eu de retour sur le sujet », explique un acquéreur. Tandis qu’une autre partie prenante assurait « être bien au courant de ces revendications ». Quant à Patrick Drahi, il entend logiquement renvoyer la question de l’emploi vers les repreneurs, estimant que cela ne le concernera plus.

Pour l’heure, comme l’avait révélé BFM Business, les trois repreneurs examinent les comptes de leur cible (due diligence) avant de formuler une offre de reprise dans les deux mois. Cet examen serait terminé, à en

croire la Lettre. Une première proposition conjointe de Bouygues, Free et Orange, prévoyant la reprise de 80 % des actifs du groupe pour 17 milliards d’euros, avait été repoussée en octobre dernier. Le trio serait donc prêt à revoir leur offre autour de 20 milliards d’euros en reprenant plus d’actifs, mais rien ne dit qu’un terrain d’entente puisse être trouvé. Si tel était le cas, les autorités de concurrence devraient encore donner leur accord ce qui prendrait plusieurs mois. Leur décision devrait donc intervenir durant la campagne présidentielle de 2027, de quoi politiser le dossier autour de l’emploi mais aussi de l’impact sur les tarifs payés par les consommateurs. Sollicité, Bercy ne nous a pas répondu.

argent
Infos pratiques

Suivez-nous sur les réseaux !

Bluesky S3C CFDT TELECOMS PRESTATAIRES

Facebook S3C Télécoms prestataires IDF

insta s3ctelecomsprestataires idf

Linkedin S3C Télécoms Prestataires IDF

Threads s3ctelecomsprestataires idf

Tiktok S3CTélécomsPrestatairesIDF

Liens utiles
Page facebook de SFR